

2 TRIMESTRE 2005 / ENQUÊTE DE CONJONCTURE SEPT./OCTOBRE 2005 N° 36

Il est assez malaisé de s'y retrouver dans les **informations contradictoires** enregistrées depuis le début de l'année 2005. Une forte poussée du chômage partiel au cours du printemps voisine avec un redressement des investissements et des exportations. La reprise du recours à l'intérim coïncide avec des chiffres d'affaires en quasi stagnation sur un an et la baisse du chômage se conjugue à une dégradation des indicateurs de précarité. Même au sein de notre enquête, on remarque que la croissance des commandes ne se traduit pas nécessairement par une augmentation des chiffres d'affaires.

Les points positifs l'emportent cependant sur les éléments négatifs. **L'amélioration de la situation du marché de l'emploi** est sans doute à placer en exergue. Des intentions d'embauche et des offres d'emploi en plus grand nombre, des missions d'intérim plus nombreuses, des flux de sorties des fichiers de l'ANPE en augmentation et plus étoffés que les nouvelles entrées... Tout concourt au résultat si longtemps attendu : un **net reflux du chômage**. Ce mouvement apparaît de surcroît étendu à tous les bassins d'activité du département.

La **création de nouvelles entreprises en grand nombre** contribue à un renouvellement accéléré du tissu économique

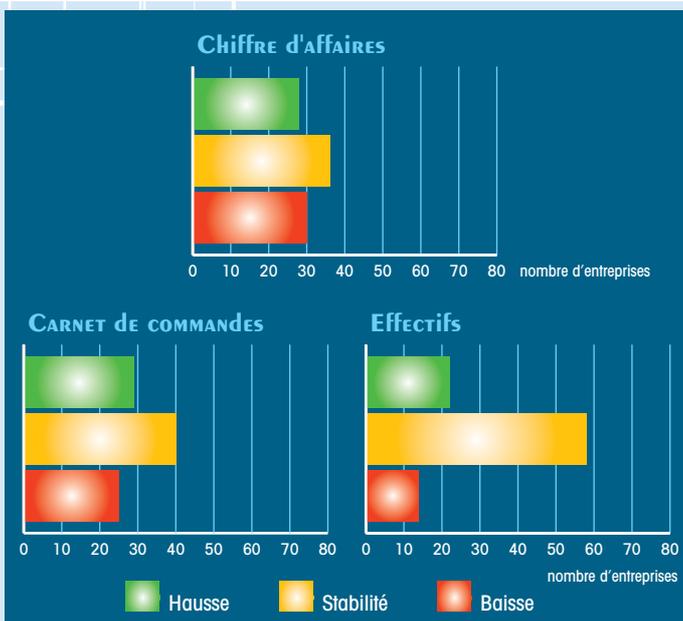
de notre département. La hausse récente du nombre des radiations peut être considérée comme naturelle, eu égard à l'ampleur du mouvement entrepreneurial constaté depuis plus d'un an.

La croissance concomitante des exportations et des importations est le **signe d'une activité un peu plus soutenue**, ce que traduit également le redressement de l'investissement, confirmé par **la mise en chantier de nouveaux locaux**. Globalement, les volumes d'affaires se sont avérés meilleurs durant l'été que prévu. Bien que le secteur de la construction reste soutenu, des signes de ralentissement se font percevoir.

Les éléments négatifs sont plus rares, mais lourds de sens. **L'augmentation de la précarité** fragilise un peu plus un tissu social dégradé. Il est vrai que l'on enregistre toujours un certain temps de latence entre l'amélioration du marché du travail et celle des conditions de vie. La contraction de la masse salariale pourrait signifier que les nouveaux postes sont de courte durée et peut-être moins qualifiés que ceux détruits précédemment. L'autre point qui pose question réside dans l'incertitude du **niveau d'activité** au cours des prochains mois. Les **responsables de notre panel semblent redouter une contraction** et les indices nationaux le laissent eux aussi entrevoir.

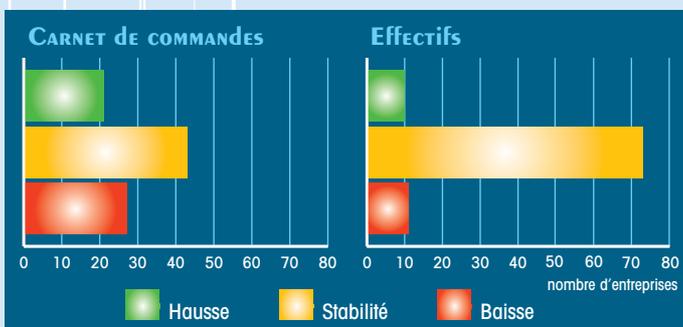
LE CHÔMAGE RECULE NETTEMENT

ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS

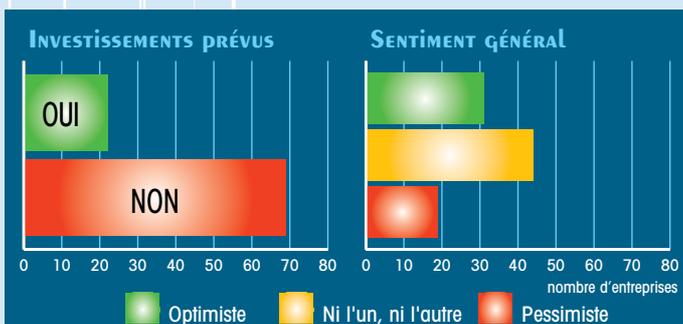


source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

PRÉVISIONS À COURT TERME



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

Cette enquête a été réalisée par l'Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher du 12 septembre au 12 octobre 2005. Elle couvre 94 entreprises de plus de 20 salariés appartenant aux secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises (y compris les transports).

AMÉLIORATION ESTIVALE, MAIS CRAINTES POUR LES MOIS À VENIR

L'activité semble s'être maintenue au cours de l'été, mais sans permettre aux entreprises de dégager des marges supplémentaires.

La proportion d'entreprises dont le **chiffre d'affaires** est supérieur à celui d'un an auparavant s'est en effet contractée : **3 sur 10** seulement, **niveau le plus faible** enregistré depuis fin 2003. Celles pour lesquelles il est inférieur sont au contraire un peu plus nombreuses, la stabilité prévalant dans près de 4 établissements sur 10. À noter que **dans l'industrie, les cas de progression et de recul sont de même niveau**, tout comme dans les unités de plus grande taille.

Les **carnets de commande** sont toutefois en hausse dans **3 cas sur 10** (un peu moins dans les services), résultat légèrement supérieur à ce qui était attendu. Dans le même temps, **la part des dirigeants les jugeant insuffisants s'est légèrement réduite** (un quart). Ils sont d'ailleurs autant à les considérer comme élevés. Cette moyenne cache de **très importantes distorsions selon le secteur** : dans les services, la charge de travail est faible pour plus de 3 dirigeants sur 10 et normale pour les autres. Inversement, les carnets sont très bien remplis dans près de la moitié des entreprises du bâtiment, mais surtout ils ne sont médiocres dans aucun cas. L'industrie se trouve en position médiane avec un volume d'affaires normal dans la moitié des établissements.

Pour la fin de l'année, les **responsables anticipent globalement une certaine stabilité** (près d'un sur 2). **On remarque néanmoins un peu plus de scepticisme** puisqu'ils sont plus nombreux à attendre un recul de leurs commandes qu'une augmentation. Dans l'industrie et les services, l'écart va même du simple au double. Il est plus élevé encore dans les grandes unités au sein desquelles à peine un dirigeant sur 10 envisage une croissance.

Les **effectifs ont continué à progresser** dans près d'un quart des établissements (plus dans les grandes unités et l'industrie), tandis qu'ils se sont contractés dans un peu plus d'un sur 10 seulement. La stabilité l'emporte très nettement dans la construction et les services. **Des embauches sont envisagées dans le bâtiment** par plus de 2 responsables sur 10; les évolutions devraient être modestes ailleurs.

Les **dirigeants apparaissent plus préoccupés** pour les mois qui viennent. Les **rangs des pessimistes se sont en effet regonflés** (2 sur 10), alors que **les optimistes sont moins nombreux** qu'en juin (3 sur 10); ils demeurent cependant majoritaires dans le secteur de la construction. Dans ce contexte, le **léger frémissement** qui se fait jour dans les **intentions d'investissement** semble contradictoire. Il concerne globalement un établissement sur quatre grâce, en particulier, à une augmentation dans l'industrie.

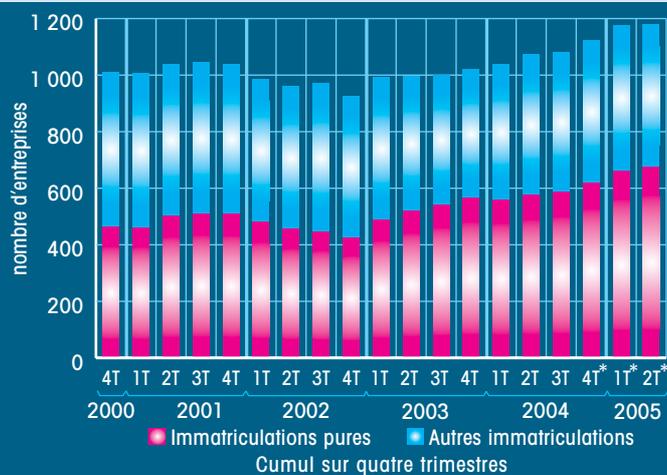
LA CRÉATION D'ENTREPRISES SE MAINTIENT À UN NIVEAU ÉLEVÉ

Selon les données provisoires de la Chambre de Commerce et d'Industrie, **près de 200 entreprises nouvelles** ① auraient de nouveau vu le jour entre avril et juin en Loir-et-Cher, soit quasiment autant qu'au trimestre précédent. En cumul sur douze mois, le **volume des créations pures** se maintiendrait ainsi au même niveau, soit **677 unités**, en hausse de **17,7 %** par rapport à la période antérieure. L'industrie peine toujours, mais le dynamisme du tertiaire ne se dément pas, avec une mention spéciale au cours de ce trimestre pour les services collectifs et les services aux entreprises. Le nombre des immatriculations d'entreprises de la construction demeure stable.

Le nombre des **radiations pures** ② augmente en revanche sensiblement. Sur la période septembre 2003 à septembre 2004, pour laquelle les données sont définitives, elles s'inscrivent en hausse de 20 % par rapport aux douze mois précédents. L'écart avec les créations pures reste néanmoins très important, ce qui conforte le tissu économique du département.

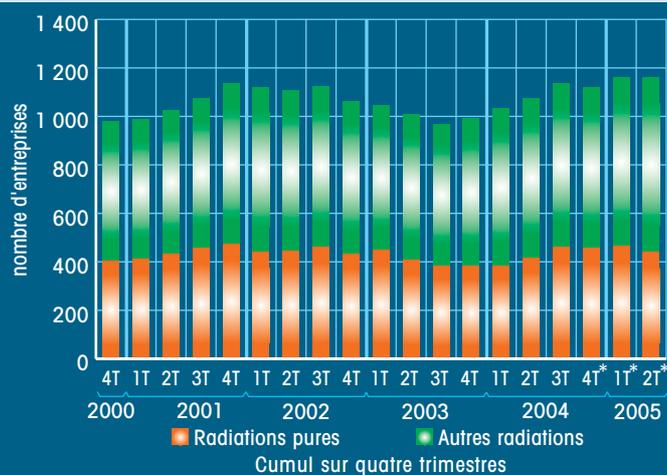
Moins fournies qu'au 1^{er} trimestre, les **immatriculations d'entreprises artisanales** ③ sont encore très étoffées au cours de ce printemps avec **163 nouvelles unités**. Le nombre des radiations est à la hausse, mais sans excès. La Chambre des Métiers et de l'Artisanat en a enregistré **124** entre avril et juin. Le solde qui en résulte est plus modeste, mais il demeure largement positif de près d'une quarantaine d'entreprises. En **données cumulées sur douze mois**, il atteint toujours plus d'une centaine d'unités, la progression des créations s'avérant nettement supérieure à celle des disparitions. C'est notamment le cas dans l'ensemble **transports-réparation-services**, où le **solde est redevenu amplement bénéficiaire**, ce qui n'était pas le cas dans la période antérieure. Le dynamisme du secteur du bâtiment ne se dément pas.

① CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



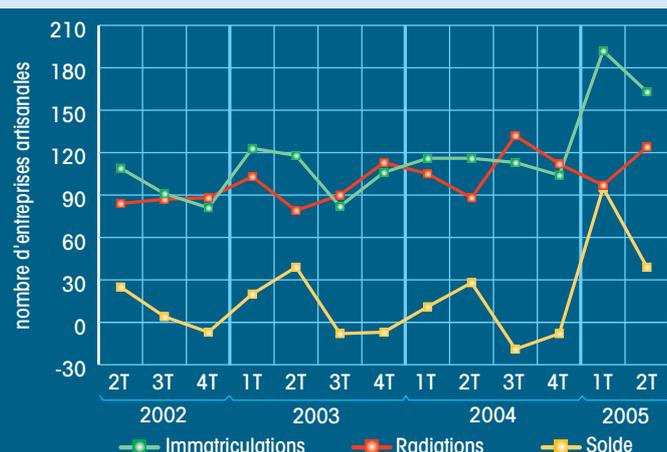
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

② RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



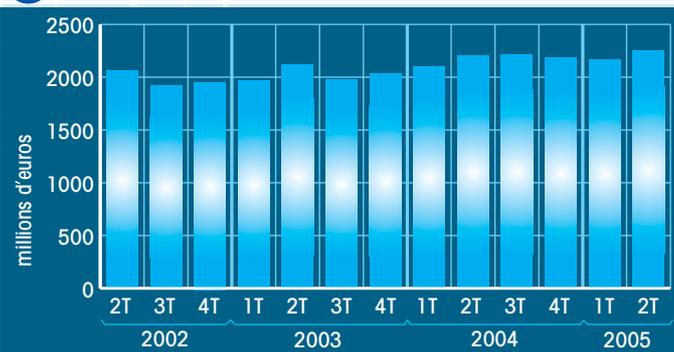
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

③ MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



source Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

1 Chiffres d'affaires des entreprises



source Direction des services fiscaux : depuis le 1^{er} janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



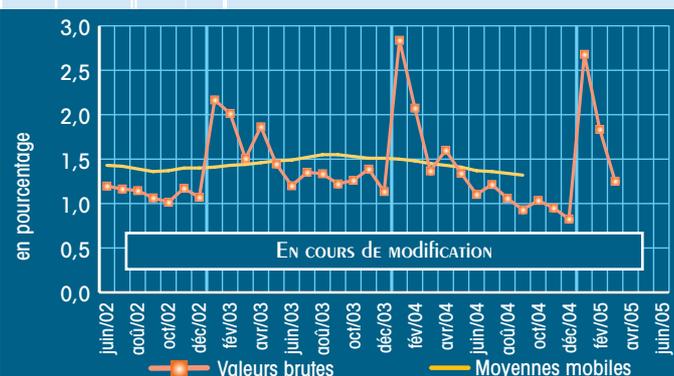
source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISABLES)



source DRTEFP

4 TAUX DE RESTE À RECOUVRER DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

QUASI STAGNATION DE L'ACTIVITÉ SUR UN AN

Les chiffres d'affaires des entreprises ① du département se sont quelque peu redressés au 2^e trimestre avec un montant total de 2249 M€, soit **3,6 % de plus** en 3 mois. En revanche, le gain par rapport au printemps 2004 est très modeste, surtout si l'on tient compte de la hausse des prix : + 1,8 %. **En données cumulées** sur douze mois, le rythme de progression s'est encore amenuisé ; il s'établit à + 5,8 %.

En revanche, le **raffermissement du recours au travail temporaire** ② s'est confirmé avec **26 819 demandes préalables** à l'embauche émanant des agences d'intérim enregistrées par l'URSSAF entre avril et juin. La **progression** au cours du trimestre est très nette, + **20,2 %** et le gain par rapport au printemps 2004 est également significatif, + 6,4 %. Le rythme d'**évolution en cumul annuel** demeure néanmoins de même niveau que celui enregistré au 1^{er} trimestre : + 3,5 %.

La conjoncture semble néanmoins s'être dégradée dans certains secteurs (ou certaines entreprises), si l'on en juge par la **brusque poussée du recours au chômage partiel** ③. Au 2^e trimestre, les autorisations ont porté sur **33 925 heures**¹, soit **6 fois plus** qu'entre janvier et mars et 8 fois plus qu'au printemps 2004. En cumul sur douze mois, le total apparaît en conséquence de nouveau en hausse : + 4,1 %.

L'URSSAF a procédé à une modification de ses séries statistiques ④. Les champs étant différents, les chiffres ne sont pas comparables à ceux de l'ancienne série. Par ailleurs, le graphique ne peut pas être mis à jour pour l'instant. **La masse salariale s'est contractée au 2^e trimestre (- 4,9 %)**. En revanche, la part des cotisations restant dues à l'échéance faiblit nettement à 1,06 %, contre 1,39 % en mars et 1,2 % en juin 2004.

LÉGER REDRESSEMENT DES EXPORTATIONS...

Après plusieurs mois d'érosion continue, les **exportations** ⑤ du département ont connu un **rebond de 6,4 %** au 2^e trimestre, avec un montant total de **343,7 M€**. Ce dernier demeure toutefois assez largement inférieur à son niveau du printemps 2004 (- 7,9 %). Entre avril et juin, les ventes à l'étranger ont été meilleures pour deux des principales branches exportatrices : les produits chimiques, pharmaceutiques et cosmétiques d'une part, les machines et

(1) Tous les établissements n'étant pas à 35 heures, les journées de travail n'ont pas la même longueur. Il est donc préférable de raisonner en terme d'heures.

équipements d'autre part. En revanche, les exportations d'équipements automobiles sont restées stables. En **cumul sur douze mois**, les **gains sont très modestes** par rapport à la période antérieure : + 1,8 %, à **1,367 milliard d'euros**.

Il convient de signaler que les exportations régionales sont en repli au cours du trimestre (- 1,4 %).

L'évolution des **importations** ne semble pas suivre de ligne directrice claire. Les **phases de croissance et de décroissance** se succèdent, ce qui témoigne de l'incertitude de la conjoncture. Après un fort repli durant l'hiver, elles se **redressent un peu entre avril et juin (+ 3,8 %)** avec un montant de **301,3 M€**.

Ce résultat est sensiblement plus élevé que celui du printemps 2004, + 8 %. **Sur les douze derniers mois**, leur montant (1,195 milliard d'euros) est quasiment identique à celui de la période antérieure.

Le **solde de la balance commerciale** du département atteint 42,5 M€ ; il est en augmentation de 29 % en trois mois. Le déficit par rapport au printemps 2004 est en revanche très élevé : - 55 %. Rappelons toutefois qu'à cette époque, le montant des importations était spécialement faible. Le **taux de couverture**² s'établit à 114 % tant pour le 1^{er} trimestre (109 % pour le Centre) que pour l'ensemble des douze mois écoulés (114 % pour le Centre).

... ET DES INVESTISSEMENTS

Ce printemps 2005 a été favorable à l'**investissement des entreprises** **6** du département. Les données fournies par les Services fiscaux font en effet état d'un montant de 70,2 M€, soit un **gain de 12 % en trois mois** qui ne permet cependant pas de retrouver le niveau élevé du 2^e trimestre 2004.

Un léger mieux est également constaté dans la **construction de locaux destinés aux activités** **7**. Les surfaces mises en chantier au cours du trimestre atteignent **54 784 m²**, soit 9 % de plus que durant l'hiver. Compte tenu de la saisonnalité de cette activité, le raisonnement en **données cumulées** sur douze mois est toutefois plus pertinent. Le total s'établit à **242 556 m²** ; il est **supérieur de 26,8 %** à celui de la période précédente. **Le repli important des surfaces commerciales est largement compensé par l'augmentation de celles consacrées à la santé, à la logistique (principal poste) et même à l'industrie.** Pour cette dernière, il s'agit d'un renversement de tendance qu'il convient de souligner. L'évolution générale pourrait se poursuivre si l'on en juge par les volumes autorisés entre avril et juin, qui apparaissent en hausse sensible.

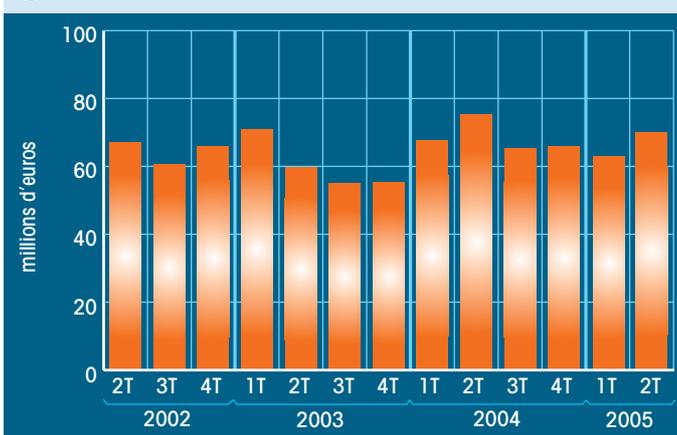
(2) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



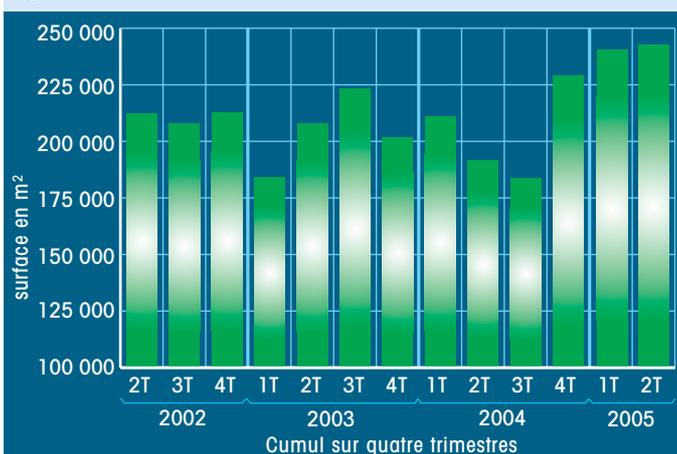
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série depuis le 1^{er} janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

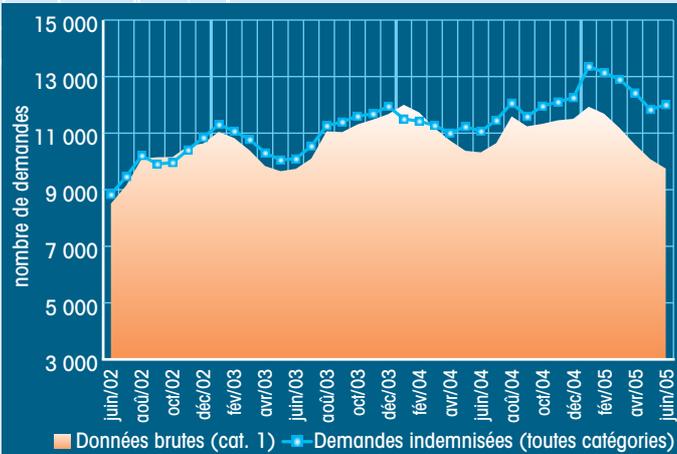
7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres.

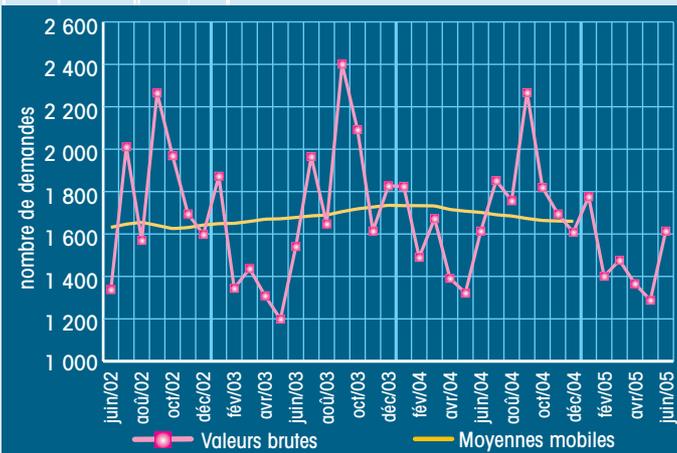
1 DEMANDES d'Emploi EN FIN de Mois (DEFM)



sources DRTEFP - ASSEDIC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

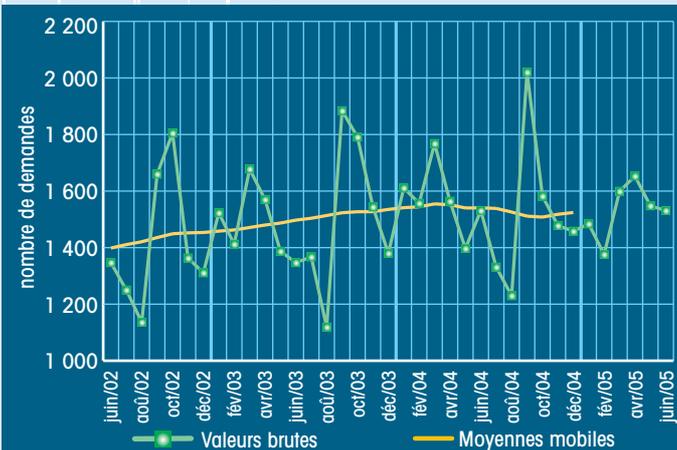
2 DEMANDES d'Emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi enregistrées : représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES d'Emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi sorties : représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

LE CHÔMAGE REFLUE NETTEMENT

La hausse du **chômage** au 1^{er} trimestre n'aura été que passagère. Il s'inscrit de nouveau **en recul**, celui-ci apparaissant de surcroît significatif. **En données corrigées des variations saisonnières**, il a ainsi diminué **de 4 %** en trois mois, soit plus que dans les territoires de référence (Centre : - 1,8 %, France : - 1,6 %). Fin juin, le Loir-et-Cher compte **9 749 demandeurs d'emploi** de catégorie 1 en données brutes. **Sur un an, cela représente une baisse de 5,6 %**. Cette évolution tranche nettement avec celles constatées dans l'ensemble de la région (+ 1,4 %) et en France (stabilité).

Les évolutions des trois zones d'emploi du Loir-et-Cher se sont de nouveau rapprochées. Sur douze mois, **le chômage diminue de 4 % dans le bassin de Blois, de 7 % dans celui de Romorantin-Lanthenay et de 8,3 % en Vendômois**.

Au 30 juin, le Loir-et-Cher compte **12 000 chômeurs indemnisés** ①, toutes catégories confondues.

Le rythme de progression annuelle ralentit quelque peu, mais demeure élevé (+ 8,5 %).

Les **divergences d'évolution selon le sexe apparues précédemment sont pratiquement gommées**, bien que les hommes conservent un petit avantage : - 6,2 % par rapport à juin 2004, contre - 4,9 % pour les femmes. Ces moyennes générales cachent des disparités importantes suivant les zones d'emploi. En Romorantinais, l'écart est très voisin et de même sens que pour l'ensemble du département. En revanche, le chômage recule beaucoup plus pour les femmes que pour les hommes en Vendômois, tandis que c'est l'inverse dans le Blaisois. Si les tranches d'âge supérieures voient se réduire le nombre de leurs demandeurs, il n'en va pas encore ainsi **pour les moins de 25 ans dont les effectifs continuent de progresser** (+ 0,9 % sur un an). Même constat pour les **chômeurs de longue durée, mais le rythme d'augmentation a nettement décéléré** à + 4,7 %. Le personnel d'encadrement voit enfin poindre une amélioration (près de 10 % de moins sur douze mois), comme pour l'ensemble des catégories d'ouvriers. Les effectifs des employés qualifiés sont encore en augmentation, mais très faible (+ 0,3 %).

Les inscriptions à l'ANPE ② se situent toujours sur **une tendance descendante**. Au cours du trimestre, **4 268 nouvelles demandes** ont été enregistrées, soit **8,3 % de moins en trois mois** et 1,4 % de moins qu'au printemps 2004. En **cumul annuel, le repli se confirme** (- 4,5 %). Il est toujours dû pour l'essentiel au repli des inscriptions consécutives à une fin de mission d'intérim ou à un licenciement économique.

Parallèlement, les flux de sortie **7** des fichiers de l'ANPE ont effectué un bond. Entre avril et juin, 4 732 demandeurs ont été radiés, soit 6,1 % de plus que durant l'hiver; à noter que les volumes n'ont guère varié dans le Centre et en France. Par rapport au 2^e trimestre 2004, la hausse est de 5,3 %. En cumulo sur douze mois, on constate toujours une baisse modérée (- 1,2 %).

Les taux de chômage **4** apparaissent logiquement en baisse. Celui du département s'établit à 8,8 % au 30 juin, en recul de 0,3 point sur le trimestre. Il reprend un peu de champ par rapport à la moyenne régionale (9 %) et creuse un peu plus l'écart avec le taux national (10,1 %). Si celui de la zone d'emploi de Vendôme demeure stable (7,7 %), le taux recule très légèrement dans celle de Blois, à 8,9 %. On enregistre en revanche dans le Romorantinais un recul très important de 0,7 point en trois mois. Avec 9,6 %, le bassin retrouve le niveau d'il y a deux ans.

FORTE HAUSSE DES OFFRES D'EMPLOI DURABLE

Au 2^e trimestre, l'ANPE a collecté 3 652 offres d'emploi **7**, soit 9,7 % de plus que durant l'hiver. On reste encore éloigné des volumes du printemps 2004 (- 10,2 %), mais il s'agit de la deuxième progression consécutive. Ce mouvement est d'autant plus significatif qu'il est dû en grande partie à une hausse de 20 % en trois mois des offres d'emplois durables. Une évolution identique est enregistrée pour celles tenant aux postes de très courte durée. Le rattrapage apparaît néanmoins insuffisant puisqu'en données cumulées sur douze mois, le total des offres est inférieur de 5,5 % à celui de la période antérieure, alors que dans le Centre et en France, les volumes sont en nette croissance.

Parallèlement, les déclarations préalables à l'embauche **6** s'inscrivent elles aussi en croissance prononcée entre avril et juin. L'URSSAF de Loir-et-Cher en a en effet comptabilisé 13 544 (hors travail intérimaire et agriculture), soit 18 % de plus qu'au 1^{er} trimestre et 9 % de plus qu'au printemps 2004. Le total cumulé sur les douze derniers mois s'affiche fort logiquement en hausse (+ 6,4 %). À l'exception du commerce de détail, tous les secteurs sont bien orientés. La palme revient aux services à la population (+ 9,2 % en données cumulées, + 29 % sur le trimestre). Les besoins de main d'œuvre se sont redressés dans l'industrie, tandis que l'on perçoit un certain essoufflement dans le bâtiment (- 10 % au 2^e trimestre), même si la tendance de fond reste bonne.

4 TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DRTEFP

5 OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source ANPE

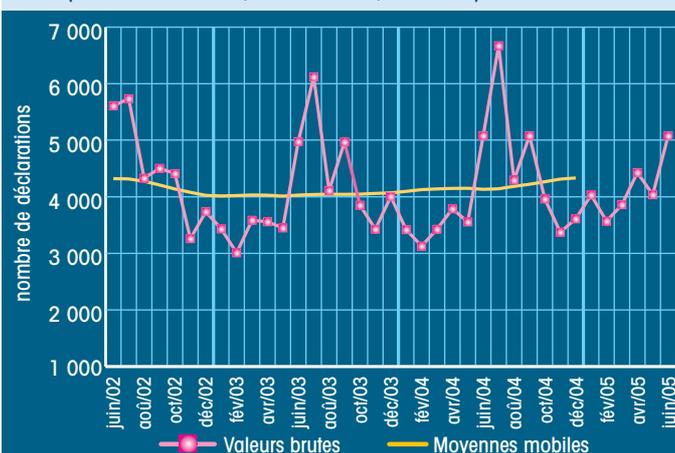
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

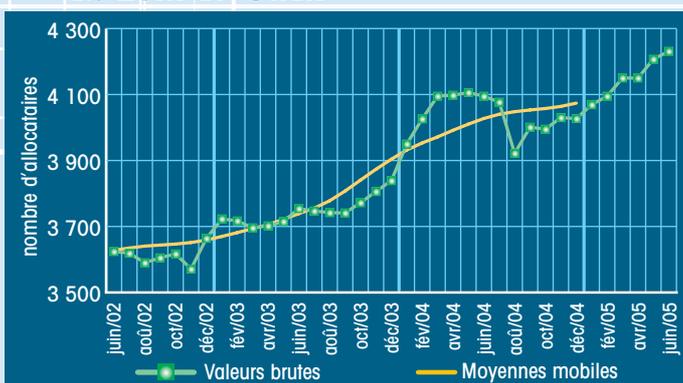
6 DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

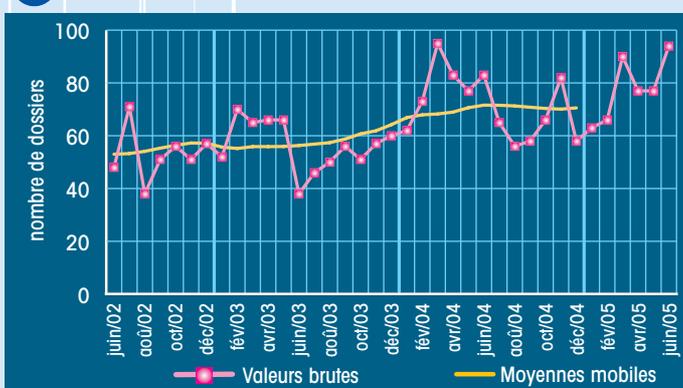
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source secrétariat de la Commission de surendettement

3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN (MONTANT DES TRANSACTIONS)



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

DES INDICATEURS DE PRÉCARITÉ MAL ORIENTÉS

L'amélioration du marché du travail ne s'est pas encore concrétisée par un retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées. Ainsi, l'augmentation du nombre de bénéficiaires du RMI 1 se poursuit. Au 30 juin le Loir-et-Cher compte **4 231 personnes** dans le dispositif, soit près de 2 % de plus en trois mois. Sur un an, le rythme d'accroissement s'est accentué : + 3,3 %.

De son côté, le nombre de dossiers de surendettement 2 connaît une nouvelle et brusque aggravation. Les services de la commission en ont enregistré **248** au cours du trimestre, soit **13,2 % de plus** qu'entre janvier et mars. La hausse est un peu plus mesurée dans le Centre (+ 10 %), tandis que dans l'ensemble du pays, l'accroissement est inférieur à 6 %. En données cumulées, le total départemental augmente de **7,4 %**, cette évolution contrastant toujours avec le recul enregistré tant au plan régional (- 7,1 %) que national (- 2,1 %).

RALENTISSEMENT DE LA CONSTRUCTION NEUVE

Le marché de la construction 3 ne pouvait pas indéfiniment voler de record en record. Il marque donc un coup d'arrêt au 2^e trimestre avec la mise en chantier de **440 nouveaux logements**, contre 583 durant l'hiver. Le net recul enregistré dans la maison individuelle n'est pas compensé par l'habitat collectif, dont le nombre d'unités demeure très faible (20 par mois en moyenne). En données cumulées sur un an, le total est toujours très élevé (2006 logements commencés), en progression de 1,3 % par rapport à la période antérieure. Si l'on en juge par le nombre d'autorisations délivrées, les perspectives restent très correctes, bien qu'à un niveau légèrement moindre que celui qui prévalait depuis la mi 2003.

La tendance au desserrement des tensions dans le marché de l'immobilier ancien 4 s'est poursuivie. Le montant des transactions (121 M€) s'est en effet contracté de **16,4 %** en trois mois. Il est également inférieur de 3,2 % à celui du printemps 2004. En données cumulées, le rythme de progression décélère logiquement, tout en demeurant élevé (+ 21 %).

Réalisé avec le concours financier du Conseil général.

Directeur de la publication : Alain Quillout - Tirage : 600 exemplaires - Conception/réalisation : Observatoire - Impression Alleaume - Dépôt légal à parution - ISSN N° 1278-6950

Certifié ISO 9001 : 2000 par



N° 140394